



REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

HAUT COMMISSARIAT A L'INITIATIVE 3N



INITIATIVE "3N"

POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ET LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE

"LES NIGERIENS NOURRISSENT LES NIGERIENS"

SITUATION REFERENTIELLE DES INDICATEURS DE L'INITIATIVE 3N



Octobre 2013

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	I
LISTE DES TABLEAUX	III
<u>A. INTRODUCTION : RAPPELS SUR LA STRATEGIE 3N ET PRESENTATION DE L'ETUDE</u>	<u>1</u>
A.1. LA STRATEGIE DE SECURITE ALIMENTAIRE / NUTRITIONNELLE ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLES	1
A.2. LIENS ENTRE LE PDES ET L'I3N	3
A.3. CONTEXTE DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE APPLIQUEE	5
<u>CHAPITRE 1 : EVALUATION REFERENTIELLE DES PIP DE L'INITIATIVE</u>	<u>7</u>
1.1. PIP 1 : ACCROISSEMENT DES PRODUCTIONS SOUS IRRIGATION	7
1.2. PIP 2 : MODERNISATION DES SYSTEMES DE PRODUCTION SOUS PLUIES	8
1.3. PIP 3 : PROGRAMME DE SECURISATION DES SYSTEMES DE PRODUCTION ANIMALE	9
1.4. PIP4 : INTENSIFICATION DES SYSTEMES DE PRODUCTION ANIMALE A CYCLE LONG	11
1.5. PIP 5 : INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES DE CYCLE COURT	12
1.6. PIP 6 : GESTION DURABLE DES TERRES ET DE LA BIODIVERSITE	13
1.7. PIP 7 : VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS LIGNEUX ET NON LIGNEUX	14
1.8. PIP 8 : TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS	15
1.9. PIP 9 : AMELIORATION DE LA RESILIENCE DES POPULATIONS FACE AUX CRISES ALIMENTAIRES ET CATASTROPHES	17
1.10. PIP 10 : AMELIORATION DE L'ETAT NUTRITIONNEL DES NIGERIENS	19
1.11. PIP 11 : RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'I3N	20
<u>CHAPITRE 2 : EVALUATION REFERENTIELLE DES EFFETS SPECIFIQUES ATTENDUS</u>	<u>22</u>
2.1. ES1 : LES PRODUCTIONS SOUS IRRIGATION SONT ACCRUES	22
2.2. ES2 : LES PRODUCTIONS DES CULTURES PLUVIALES SONT AUGMENTEES	23
2.3. ES3 : LES PRODUCTIONS D'ORIGINE ANIMALES SONT ACCRUES	24
2.4. ES4 : LES PRODUCTIONS FORESTIERES, FAUNIQUES, HALIEUTIQUES ET APICOLES SONT ACCRUES	25
2.5. ES5 : LA PRODUCTION DE DENREES ALIMENTAIRES ISSUES DE LA TRANSFORMATION (ARTISANALE ET AGROINDUSTRIELLE) DES PRODUITS LOCAUX EST AUGMENTEE	25
2.6. ES6 : LA PRODUCTION DE DENREES ALIMENTAIRES ISSUES DE LA TRANSFORMATION (ARTISANALE ET AGROINDUSTRIELLE) EST DISPONIBLE SUR LES MARCHES INTERIEURS ET EXTERIEURS	26
2.7. ES7 : LES MECANISMES D'ANTICIPATION ET DE COORDINATION DES URGENCES SONT EFFICACES	28
2.8. ES8 : LES REPONSES APPORTEES DANS LES SITUATIONS DE CRISES ET DE CATASTROPHES SONT ADAPTEES	28
2.9. ES9 : LA VULNERABILITE A LA MALNUTRITION EST REDUITE	29
2.10. ES10 : LES RESSOURCES FINANCIERES SONT MOBILISEES ET L'IMPULSION NECESSAIRE EST DONNEE	29
2.11. ES11 : LES ACTEURS ET ACTRICES SONT MOBILISES ET RESPONSABILISES	30
2.12. ES12 : LA GOUVERNANCE, LA COORDINATION ET LE SUIVI-EVALUATION DE L'INITIATIVE SONT ASSURES	30

CHAPITRE 3 : EVALUATION REFERENTIELLE DES EFFETS GLOBAUX ATTENDUS	32
3.1. EG01 : LES PRODUCTIONS AGRO-SYLVO-PASTORALES ET HALIEUTIQUES SONT ACCRUES	32
3.2. EG02 : LES MARCHES RURAUX ET URBAINS SONT REGULIEREMENT APPROVISIONNES EN PRODUITS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES	33
3.3. EG03 : LA RESILIENCE DES GROUPES VULNERABLES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, CRISES ET CATASTROPHES, EST AUGMENTEE	33
3.4. EG04 : LA VULNERABILITE A LA MALNUTRITION EST REDUITE	34
3.5. EG05 : L'ANIMATION, LA COORDINATION DE LA SDA/C/SAN ET L'IMPULSION DES REFORMES SONT ASSUREES	34
CHAPITRE 4 : EVALUATION REFERENTIELLE DES OBJECTIFS DE LA STRATEGIE I3N	35
4.1. OS0 : RENFORCER LES CAPACITES NATIONALES DE PRODUCTIONS ALIMENTAIRES, D'APPROVISIONNEMENT ET DE RESILIENCE FACE AUX CRISES ALIMENTAIRES ET AUX CATASTROPHES NATURELLES	35
4.2. OG0 : CONTRIBUER A METTRE DURABLEMENT LES NIGERIENS (NES) A L'ABRI DE LA FAIM ET DE LA MALNUTRITION ET LEUR GARANTIR LES CONDITIONS D'UNE PLEINE PARTICIPATION A LA PRODUCTION NATIONALE ET A L'AMELIORATION DE LEURS REVENUS	36
CONCLUSION	37

Sigles et abréviations

I3N	Initiative Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
AHA	Aménagement Hydro Agricole
ARC	African Risk Capacity
BAB	Boutique d'Aliment Bétail
BC	Banque Céréalière
CAS	Stratégie d'aide Pays de la Banque Mondiale
CAP	Cadre d'Association Pays de la coopération espagnol
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols
CO-PIP	Comité de Pilotage du PIP
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
COFO	Commission Foncière
CRENAM	Centre de Récupération Nutritionnelle en Ambulatoire pour les Malnutris modérés
CTO-3N	Comité Technique d'Opérationnalisation des 3N
DBSE	Degré de Satisfaction des Besoins Essentiels
DCP	Document Cadre de Partenariat de la coopération française
DNPGCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
ECVIA	Enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages au Niger
EDS	Enquête démographie et de santé
ENBC	Enquête nationale sur le budget de consommation des ménages
ENBC	Enquête nationale sur le budget de consommation des ménages
EPER	Enquête sur les Prévisions et l'Estimation des Récoltes
EDS	Enquête emploi et secteur informel, Enquête démographie et de santé
FAO	Organisation Mondiale de l'Agriculture
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
HC3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N
FED	Fonds Européen de Développement
FIDA	Fonds d'Investissement pour le Développement de l'Agriculture
FFI-3N	Facilités de Financement des Investissements de l'I3N
FISAN	Fonds d'Investissement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
I3N	Initiative 3N
IEC	Information, Education et Communication
IMF	Institution de Micro Finance
INS	Institut National de la Statistique
MAF	Cadre d'accélération des OMD
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique
ONG	Organisation Non Gouvernementale

OP	Organisation Paysanne
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PIGAG	Programme Intérimaire de Cadrage de l'Action gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social 2012-2015
PDS	Programme de Développement de la Santé
PI	Programme d'Investissement
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIP	Programme d'Investissement Prioritaire
PFN/PRRC	Plateforme Nationale pour la Prévention et la Réduction des Risques de Catastrophes
PFLNL	Produits forestiers ligneux et non ligneux
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
SCAP-RU	Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse à l'Urgence
SNAB	Stock National de réserve d'Aliments pour Bétail
SNIS	Système National d'Information Sanitaire
SNU	Système des Nations Unies
SPO	Sous-Programme Opérationnel
SDR	Stratégie de Développement Rural
SDRP	Stratégie de Développement Accéléré pour la Réduction de la Pauvreté
SVPP	Services Vétérinaires Privés de Proximité
SIMA	Système d'Information sur les Marchés Agricoles
SIMB	Système d'Information sur les Marchés de Bétail
STD	Services Techniques décentralisés
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement
RGA/C	Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SFD	Système Financier Décentralisé

Liste des tableaux

Tableau 1 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 1	8
Tableau 2 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 2	9
Tableau 3 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 3	10
Tableau 4 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 4	11
Tableau 5 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 5	12
Tableau 6 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 6	13
Tableau 7 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 7	15
Tableau 8 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 8	16
Tableau 9 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 9	18
Tableau 10 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 10	20
Tableau 11 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 11	21
Tableau 12 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 1.....	22
Tableau 13: Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 2.....	23
Tableau 14 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 3.....	24
Tableau 15 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 4.....	25
Tableau 16 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 5.....	26
Tableau 17 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 6.....	27
Tableau 18 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 7.....	28
Tableau 19: Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 8.....	28
Tableau 20 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 9.....	29
Tableau 21 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 10.....	30
Tableau 22 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 11.....	30
Tableau 23 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 12.....	31
Tableau 24 : Situation référentielle des indicateurs des effets globaux de l'I3N.....	32
Tableau 25 : Situation référentielle des indicateurs de l'objectif spécifique de l'I3N.....	35
Tableau 26 : Situation référentielle des indicateurs de l'objectif global de l'I3N	36

A. INTRODUCTION : RAPPELS SUR LA STRATEGIE 3N ET PRESENTATION DE L'ETUDE

A.1. La stratégie de Sécurité Alimentaire / Nutritionnelle et de Développement Agricole Durables

Malgré toutes les ressources investies dans le secteur agro-sylvo-pastoral depuis l'indépendance, le Niger continue à connaître des crises alimentaires répétées, une malnutrition chronique et une paupérisation du monde rural dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture, l'élevage et l'exploitation des produits forestiers.

C'est pour dire « non » à cette fatalité qu'il a été créé par le Gouvernement en septembre 2011, le Haut-commissariat à l'Initiative 3N (HC3N) dont la mission principale est d'impulser, animer, coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre des programmes de l'Initiative 3N (décret n°2011-408/PRN).

Pour traduire la vision des Autorités, qui est celle de réaliser l'alliance de la liberté et du pain, le HC3N a élaboré suivant une approche participative de planification axée sur les résultats, la stratégie liée à l'Initiative 3N dite « Stratégie de Sécurité Alimentaire / Nutritionnelle et de Développement Agricole Durables (SAN/DA/D) ».

La stratégie de l'Initiative 3N a été adoptée en avril 2012 et lancée officiellement en septembre de la même année avec pour engagement de s'attaquer véritablement aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la promotion des modèles d'intensification agricole et de gestion durable des ressources naturelles à même de permettre l'accroissement de la production et la disponibilité en produits agricoles et agroalimentaires de grande consommation et/ou à haute valeur ajoutée.

L'Initiative 3N, étant une politique sectorielle, elle s'inscrit dans le cadre plus général, en occurrence celui du Plan de développement Economique et Social (PDES). Le document de stratégie de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole durable est complété par le document de Plan d'Investissement Prioritaire qui est la déclinaison opérationnelle de l'Initiative 3N (I3N). Ce Plan comprend onze (11) Programmes d'investissement prioritaires (PIP) associés aux axes stratégiques de l'Initiative.

L'Initiative 3N est avant tout la déclinaison opérationnelle du PDES. A cet effet, l'Axe 2 du PDES traite de la mise en place des conditions d'un développement durable, équilibré et inclusif. A travers cet axe, 4 objectifs sont visés dont celui relatif à la maîtrise de la gestion durable de l'environnement et des effets climatiques qui comprend les programmes prioritaires ci-après : i) Programme de gestion durable des ressources naturelles, ii) Programme de conservation de la biodiversité et des ressources naturelles et le iii) Programme de renforcement des capacités d'adaptation et de résilience.

Les deux premiers programmes correspondent aux sous-programmes opérationnels 8, 9 et 10 de l'I3N. Le 3^{ème} programme correspond à la thématique centrale de l'I3N et est abordé dans les programmes opérationnels des cinq axes stratégiques et plus particulièrement ceux qui ciblent la capacité productive des systèmes de production (Axe 1) et la résilience des ménages (Axes 3 et 4). L'Axe 3 du PDES reprend l'ensemble des sous-programmes opérationnels de l'I3N en dehors de celles reportées sur l'axe 1.

Il ressort à l'évidence que l'Initiative 3N contribuera à la mise en œuvre de certains programmes d'action prioritaires (PAP) du PDES. Pour l'Axe 1 du PDES : Le Programme de Promotion de Pôles Régionaux de Développement vise la spécialisation des régions en fonction de leurs avantages comparatifs. La complémentarité entre cet axe du PDES et l'I3N est très forte. L'I3N prévoit l'utilisation des avantages de chaque zone géographique pour booster la production, mettre en place une économie des filières et assurer un approvisionnement régulier des marchés. Pour l'Axe 2 du PDES : l'Initiative 3N tirera partie des réformes, des actions de renforcement des capacités et de la modernisation des institutions et services publics. Il en est de même, des efforts qui seront déployés pour renforcer le dialogue avec les PTF, mettre en place des outils de suivi de politiques publiques. Pour l'Axe 4 du PDES : Il vise le développement d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée ; ce qui est également un effet attendu de la mise en œuvre de l'I3N. Les mesures qui seront prises pour améliorer le climat des affaires, promouvoir et sécuriser les investissements privés, développer le secteur des banques et des établissements financiers, développer le réseau routier et faciliter l'accès aux technologies de l'information et de la communication seront de nature à favoriser la réalisation de certaines actions de l'I3N dont entre autres : l'émergence de fermes modernes, d'unités semi-artisanales ou industrielles de transformation, l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles, zootechniques et vétérinaires, la mise en marché des produits et la mise en place de systèmes de crédits adaptés au

secteur agricole. Pour l'Axe 5 du PDES qui vise le développement social. L'I3N laisse une place importante aux femmes et aux jeunes en tant qu'agents économiques porteurs de projets (à travers des actions ciblées prévues dans les programmes stratégique 1 et 2 et également aux groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire (à travers les actions prévues dans le cadre des programmes stratégiques 3 et 4). Par ailleurs, la mise en œuvre de l'axe 5 dans le secteur de l'éducation, plus particulièrement la formation professionnelle et l'alphabétisation des adultes aura un effet catalyseur des actions de l'I3N.

A.2. Liens entre le PDES et l'I3N

a. Liens directs

L'Initiative 3N est avant tout la déclinaison opérationnelle du PDES dont l'Axe 2 traite de la mise en place des conditions d'un développement durable, équilibré et inclusif. A travers cet axe, 4 objectifs sont visés dont celui relatif à la maîtrise de la gestion durable de l'environnement et des effets climatiques qui comprend les programmes prioritaires ci-après : i) Programme de gestion durable des ressources naturelles, ii) Programme de conservation de la biodiversité et des ressources naturelles et le iii) Programme de renforcement des capacités d'adaptation et de résilience.

Les deux premiers programmes correspondent aux sous-programmes opérationnels 8, 9 et 10 de l'I3N. Le 3ème programme correspond à la thématique centrale de l'I3N et est abordé dans les programmes opérationnels des cinq axes stratégiques et plus particulièrement ceux qui ciblent la capacité productive des systèmes de production (Axe 1) et la résilience des ménages (Axes 3 et 4). L'Axe 3 du PDES reprend l'ensemble des sous-programmes opérationnels de l'I3N en dehors de celles reportées sur l'axe 1.

b. Interrelations entre l'I3N et les autres axes du PDES

L'Initiative 3N contribuera à la mise en œuvre de certains programmes d'action prioritaires (PAP) du PDES.

Pour l'Axe 1 du PDES : Le Programme de Promotion de Pôles Régionaux de Développement vise la spécialisation des régions en fonction de leurs avantages comparatifs. La complémentarité entre cet axe du PDES et l'I3N est très forte. L'I3N prévoit l'utilisation des avantages de chaque zone

géographique pour booster la production, mettre en place une économie des filières et assurer un approvisionnement régulier des marchés.

Pour l'Axe 2 du PDES : l'Initiative 3N tirera partie des réformes, des actions de renforcement des capacités et de la modernisation des institutions et services publics. Il en est de même, des efforts qui seront déployés pour renforcer le dialogue avec les PTF, mettre en place des outils de suivi de politiques publiques. La mise en œuvre des programmes de l'axe 2 permettra à l'I3N d'améliorer sa performance et son efficacité.

Pour l'Axe 4 du PDES : Il vise le développement d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée ; ce qui est également un effet attendu de la mise en œuvre de l'I3N. Les mesures qui seront prises pour améliorer le climat des affaires, promouvoir et sécuriser les investissements privés, développer le secteur des banques et des établissements financiers, développer le réseau routier et faciliter l'accès aux technologies de l'information et de la communication seront de nature à favoriser la réalisation de certaines actions de l'I3N dont entre autres : l'émergence de fermes modernes, d'unités semi-artisanales ou industrielles de transformation, l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles, zootechniques et vétérinaires, la mise en marché des produits et la mise en place de systèmes de crédits adaptés au secteur agricole.

Pour l'Axe 5 du PDES qui vise le développement social. L'I3N laisse une place importante aux femmes et aux jeunes en tant qu'agents économiques porteurs de projets (à travers des actions ciblées prévues dans les programmes stratégique 1 et 2) et également aux groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire (à travers les actions prévues dans le cadre des programmes stratégiques 3 et 4). Par ailleurs, la mise en œuvre de l'axe 5 dans le secteur de l'éducation, plus particulièrement la formation professionnelle et l'alphabetisation des adultes aura un effet catalyseur des actions de l'I3N. La mise en œuvre de l'I3N aura un impact positif sur la santé des populations en particulier celles qui sont les plus vulnérables (femmes et enfants) en améliorant leurs conditions alimentaires et nutritionnelles mais elle pourrait aussi entraîner le développement de certaines maladies (paludisme, diarrhées, dracunculose, etc..) dans les zones irriguées si des dispositions adéquates préalables ne sont pas prises pour les prévenir.

A.3. Contexte de l'étude et méthodologie appliquée

La présente étude rentre dans le cadre de l'amélioration du plan de suivi-évaluation de l'Initiative 3N. Elle vise essentiellement à appuyer le processus de complémentation des informations sur l'ensemble des indicateurs retenus dans le cadre du dispositif de suivi-évaluation de la stratégie.

Il s'est agi surtout de soutenir les DEP dans la mise en œuvre de démarches permettant de disposer des informations sur le niveau des indicateurs pour les années 2011 et 2012.

L'objectif global est d'élaborer un état des lieux de base sur les indicateurs de suivi évaluation de l'Initiative 3N pour servir de sources d'informations et de données nécessaires à une cartographie de l'ensemble des descripteurs du contexte de départ.

De manière spécifique, il s'agit d'élaborer un premier profil référentiel du contexte de mise en œuvre de l'Initiative en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Pour répondre à ces objectifs, il a été mis en œuvre une démarche méthodologique décrite comme suit :

1^{ère} étape : Clarification du mandat

La démarche s'est reposée sur une approche participative impliquant l'ensemble des parties prenantes à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la stratégie 3N en s'appuyant sur les cadres des DEP des ministères clés intervenant dans la mise en œuvre, le suivi évaluation de l'Initiative.

2^{ème} étape : Atelier de consultation

Il a été organisé un premier atelier d'internalisation des outils de suivi évaluation qui ont été utilisés dans le processus afin de garantir leur appropriation par les cadres des ministères et institutions spécialisées impliqués dans la collecte des données référentielles.

3^{ème} étape : Préparation et collecte des informations

Il a été organisé des rencontres internes au sein de chaque institution avec l'appui des personnes ressources issues de ces institutions avec l'appui du consultant et du commanditaire pour apprécier le niveau de renseignement des indicateurs et dégager une

démarche spécifique à chacun pour remonter les informations sur les niveaux des indicateurs. Les sources d'informations adaptées ainsi que les méthodes de calcul pour évaluer le niveau des indicateurs pour les années 2011 et 2012 ont été discutées. Un calendrier de travail a été convenu avec chacun des acteurs étatiques concernés pour soutenir le processus de collecte de données.

4^{ème} étape : Consolidation des données et rapportage

Le consultant et les cadres des ministères clés ont par la suite procédé à l'appréciation des données collectées. Par la suite, une consolidation a été faite par le consultant avec l'appui du commanditaire. Des amendements et des recherches d'informations complémentaires ont été menés notamment à travers le processus parallèle initié par le secrétariat permanent du PDES ayant permis de prendre en compte certains indicateurs et leurs valeurs de référence. Les données contenues dans ce rapport sont issues pour une large part de ces processus de consultations ainsi que du rapport bilan de la mise en œuvre de l'Initiative élaboré par le HC3N et la base de données de Département de Suivi Evaluation Capitalisation du HC3N.

Ce rapport comprend :

- la situation des indicateurs par sous-programme opérationnel y inclus le descriptif de la situation référentielle ;
- la situation des indicateurs par programme opérationnel y inclus le descriptif de la situation référentielle ;
- la situation des indicateurs par programme stratégique ainsi que le descriptif du profil référentiel du contexte initial de mise en œuvre de l'Initiative ;
- des recommandations d'un kit minimum d'indicateurs pour chacune des situations décrites sur la base d'une analyse de la pertinence des indicateurs contenus dans la chaîne des résultats.

CHAPITRE 1 : EVALUATION REFERENTIELLE DES PIP DE L'INITIATIVE

1.1. PIP 1 : Accroissement des productions sous irrigation

a) Objectif du PIP

Le but du PIP 1 est d'accroître la contribution de l'irrigation et de la collecte des eaux de ruissellement à la production agricole nationale. Son objectif est de faire évoluer la contribution au PIB des cultures irriguées (agricoles et fourragères) de 20 % (2011) à 30% à l'horizon 2015, en portant les superficies sous irrigation de 85 000 ha en 2011 à 125 000 ha en 2015. Le PIP 1 correspond au Programme Opérationnel 1 de l'I3N également intitulé « Accroissement des productions sous irrigation ».

b) Contexte

La maîtrise d'œuvre du PIP est assurée par le Ministère en charge de l'Agriculture. Les autres parties prenantes sont : les autres services techniques de l'Etat, les organisations de producteurs, les chambres de commerce et d'agriculture, les collectivités territoriales, les institutions financières et les PTF.

Au total, trois résultats sont attendus par le PIP 1 à savoir :

- R1 : Les superficies des terres irriguées sont réhabilitées (AHA)
- R2 : Les nouvelles superficies des terres irriguées sont mises en valeur
- R.3 : La petite irrigation familiale, individuelle et collective est développée

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 1 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 1

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 1/Ps 1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues					
PO 1. Les productions sous irrigation sont accrues					
P1. Les superficies des terres irriguées sont réhabilitées (AHA)	Nombre d'ha réhabilités en AHA	Ha	MAG	1 454	4 212
P2. Les nouvelles superficies des terres irriguées sont mises en valeur (AHA)	Nombre d'ha des nouvelles terres aménagées (AHA)	Ha	MAG	1 983	2.359
	Superficies aménagées en maîtrise totale	Ha	MAG	14010	14350
P3. La petite irrigation familiale, individuelle et collective est développée	Superficies totales aménagées en maîtrise partielle			77291	13003
	Nombre d'ha total de nouveaux petits périmètres irrigués maraichers et arboricoles installés	Ha	MAG	12 472	1 910
	Nombre des ouvrages de mobilisation des eaux de surface réhabilités (seuils)	Nombre	MAG	24	3
	Nombre des ouvrages de mobilisation des eaux de surface réhabilités barrages)	Nombre	MAG	45	21
	Nombre des ouvrages de mobilisation des eaux de surface réhabilités (barrages)	Nombre	MAG	10	14
	Nombre de mares aménagées à but agricole	Nombre	MAG	11	4
	Superficies totales aménagées en maîtrise partielle	Ha	MAG	77 291	13 003
	Nombre de forages à but agricole réalisés	Nombre	MAG	Nd	2919
	Nombre de puits maraichers	Nombre	MAG	Nd	770

1.2. PIP 2 : Modernisation des systèmes de Production sous pluies

a) Objectif du PIP

Le PIP2 correspond au Programme opérationnel 2 de l'I3N. Il a pour objectif général de « augmenter d'ici fin 2015, de 35% les rendements sur 25% des superficies cultivées ».

Il cible aussi bien les exploitations familiales que les fermes modernes et les unités de production nouvellement installées par des jeunes. Les actions ont pour objet de faciliter l'accès aux facteurs de production, à l'information et aux innovations technologiques. Tous les systèmes agraires sont concernés par le PIP2, mais priorité sera donnée aux zones où les impacts seront plus significatifs d'ici 2015.

b) Contexte

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère en charge de l'Agriculture et la maîtrise d'œuvre, par les organisations paysannes (coopératives ou associations professionnelles d'agriculteurs) et les entreprises privées. Les autres parties prenantes sont les collectivités territoriales, les organisations de producteurs, les services d'appui-conseil publics ou privés, les

institutions financières (IMF, BAGRI, etc.), code rural, les institutions de recherche et de formation et les services publics (autre que le Ministère de l'agriculture).

Deux résultats majeurs sont poursuivis notamment :

- R1 : les producteurs ont accès aux facteurs de production (SPO4)
- R2 : Les producteurs ont accès aux technologies et informations

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 2 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 2

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 1/Ps 1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues					
PO 2. La production des cultures pluviales est augmentée					
P4. Accès des producteurs aux facteurs de production est facilité	Nombre d'ha des terres en cultures pluviales	Ha	MAG	15671177	16057322
	Quantité de productions cumulées de semences améliorées de céréales	tonnes	MAG	34 590	8 000
	Nombre de boutiques d'intrants et d'équipements agricoles	Nombre	MAG	288	75
	Quantité d'engrais minéral mis en place	tonnes	MAG	63 259	43000
	Quantité de pesticide mis en place	sachets	MAG	20 695	37000
	Nombre de tracteurs mis en place	Nombre	MAG	116	100
	Nombre d'unités de culture attelée mises en place (Kit matériels à traction animale)	Nombre	MAG	nd	4000
P5. Accès des producteurs aux technologies et informations est assuré	Nombre de centrales communales d'approvisionnement en intrants et équipements agricoles	Nombre	MAG	0	0
	Renforcement des réseaux des boutiques d'intrants autogérées au niveau des villages	Nombre	MAG	288	75
	<i>Nombre des organisations des producteurs agricoles appuyés</i>	<i>Nombre</i>	<i>MAG</i>	<i>?</i>	<i>?</i>

1.3. PIP 3 : Programme de sécurisation des systèmes de production animale

a) Objectif du PIP

Le programme de sécurisation des systèmes de production animale correspond au SP06 de l'I3N. Il s'attaque aux problèmes auxquels font face les systèmes extensifs d'élevage, notamment i) la récurrence des déficits fourragers liés aux variations climatiques et à l'amenuisement et la dégradation des parcours pastoraux, ii) l'insuffisance des points d'eau dans les espaces pastoraux et iii) la persistance de certaines maladies animales.

b) Contexte

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère de l'élevage. Les autres parties prenantes sont : les associations d'éleveurs, le Code Rural, le Ministère en charge de l'Hydraulique, de

l'Environnement et de l'Agriculture ; Les ONG et les services privés d'appui-conseil, les services vétérinaires de proximités ; les entreprises privées, les collectivités territoriales ; les projets et les PTF.

Le Résultat attendu de ce PIP est « R1 : Les systèmes extensifs d'élevage sont sécurisés ». Il vise à assurer une complémentation alimentaire au cheptel , une bonne répartition des points d'eau, la production du fourrage par irrigation , à renforcer le dispositif de lutte contre les principales maladies du cheptel et de surveillance épidémiologique à prendre des mesures d'accompagnement comme la diffusion des textes sur le pastoralisme et la mise en place d'un système d'alerte sur les crises fourragères et autres catastrophes et à promouvoir les cultures fourragères en irrigué.

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 3 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 3

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 1/Ps 1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues					
PO 3. Les productions d'origine animale sont accrues					
P6. Les productions animales sont sécurisées	Nombre de puits pastoraux créés	Nombre	MEL	24	263
	Nombre de puits pastoraux réhabilités	Nombre	MEL	12	108
	Nombre de forages pastoraux créés	Nombre	MEL	0	38
	Nombre de forages pastoraux réhabilités	Nombre	MEL	0	13
	Nombre des parcs de vaccination construits	Nombre	MEL	0	0
	Nombre de Cellules d'Intervention de Base (CIB) mis en place	Nombre	MEL	0	0
	Linéaire de couloirs de passages délimités	km	MEL	392	403
	Vaccination Bovins	têtes	MEL	Nd	5 205 389 (76%)
	Vaccination Petits Ruminants	têtes	MEL	Nd	9 795 481 (66%)
	Vaccination Camelin	têtes	MEL	Nd	175 062 (25%)
	Quantités d'aliments bétail mises à disposition (en son, graines, tourteaux)	tonnes	MEL	9 028	250 257
	Quantités d'aliments bétail distribuées, en blocs multinutritionnels	tonnes	MEL	0	55 473

1.4. PIP4 : Intensification des systèmes de production animale à cycle long

a) Objectif du PIP

Le PIP4 est une composante du SPO 7 de l'I3N. Il vise l'accroissement de la production du lait et de la viande de 40% et de 45% respectivement. Il vise ainsi, la réduction des importations de lait.

b) Contexte

La maîtrise d'ouvrage du PIP est assurée par le Ministère de l'élevage. Les autres parties prenantes sont : les associations d'éleveurs, le Secrétariat Permanent du code rural, les Administrations du développement rural, les ONG et les services privés d'appui-conseil, les entreprises privées, les collectivités territoriales, les projets et les PTF.

Le résultat attendu de ce PIP est « R1. Les productions animales de cycle long sont intensifiées ».

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 4 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 4

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Respons able pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 1/Ps 1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues					
P7. Les productions animales sont intensifiées	Effectif de races locales améliorées (bovins, ovins, caprins)	Nombre	MEL	42	204
	Nombre de fermes d'Etat modernes d'élevage installées (gros et petits ruminants)	Nombre	MEL	Nd	127
	Nombre de fermes privées modernes d'élevage installées (gros et petits ruminant, volaille)	Nombre	MEL	12	115
	Nombre d'abattoirs modernes construits	Nombre	MEL	0	0
	Nombre d'abattoirs réhabilités	Nombre	MEL	0	0
	Nombre de mini laiteries péri- urbaines installées	Nombre	MEL	0	1
	Nombre d'ha de terres de productions fourragères	Ha	MEL	258	538
	Nombre de broyeurs mis en place			0	
	Nombre de banques d'aliments pour bétail	Nombre	MEL	43	17
	Nombre de centrales communales d'intrants et d'équipements zootechniques et vétérinaires	Nombre	MEL	0	0

1.5. PIP 5 : Intensification des productions animales de cycle court

a) Objectif du PIP

Le PIP-5 est la seconde composante du SPO 7 de l'I3N. Il est relatif à la promotion de systèmes d'élevage à cycle court. L'objectif du programme est de i) doubler les effectifs actuels de volaille (de 12 millions à 24 millions de 2011 à 2015), ii) accroître la consommation d'œufs de 19 à 25 œufs/an/personne et iii) quasiment tripler la production de poisson (de 5 000 t/an en 2011 à 14 000 t/an en 2015).

b) Contexte

La maîtrise d'ouvrage de ce PIP est assurée par le Ministère de l'élevage. Les autres parties prenantes sont : les associations d'éleveurs, le Code Rural ; les Administrations du développement rural; Les ONG et les services privés d'appui-conseil ; les entreprises privées, les collectivités territoriales ; les projets et les PTF. Le principal résultat escompté est le suivant « R1 : les productions animales de cycle court sont intensifiées ».

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 5 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 5

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 1/Ps 1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues					
P7. Les productions animales sont intensifiées	Nombre de mares, retenues d'eau et étangs empoissonnées	Nombre	MEL	75	86
	Nombre des plans d'eaux faucardés	Nombre	MEL	410	Nd
	Nombre Superficies des plans d'eaux faucardés	Ha	MEL	164	80,85
	Nombre d'exploitants apicoles encadrés	Nombre	MEL	42	Nd
	Nombre de pêcheurs encadrés Formés	Nombre	MEL	224	392
	Nombre de fermes piscicoles créées	Nombre	MEL	6	0
	Nombre de kits en équipements de pêche distribués	Nombre	MEL	224	327
	Nombre de fermes avicoles privées modernes d'élevage installées	Nombre	MEL	Nd	127

1.6. PIP 6 : gestion durable des terres et de la biodiversité

a) Objectif du PIP

Le PIP 6 « Gestion durable des terres et de la biodiversité » correspond au SPO-8 et au SPO-10 de l'I3N. Son objectif global est d'améliorer la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux par le biais de l'amplification des pratiques de gestion durable des terres, de la végétation et de l'eau.

b) Contexte

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère en charge de l'Environnement. Les autres administrations concernées sont celles en charge de : l'Enseignement Supérieur de Recherche et de la Technologie; la Jeunesse des sports et de la Culture; l'artisanat et du Tourisme; l'Economie et des Finances (Gestion du Domaine par exemple) etc. (Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable /CNEDD). Les autres acteurs clés de la gestion durable des terres sont: les producteurs ruraux (agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, etc.), les organisations des producteurs, les opérateurs privés, les autorités coutumières, les ONG et associations de développement, les commissions foncières, les collectivités territoriales, les institutions de formation et de recherche, les partenaires techniques et financiers (PTF). Deux principaux résultats sont attendus notamment :

- R1 : Les terres et la biodiversité sont durablement gérées
- R2 : Les réformes d'appui au développement des productions forestières sont apportées

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 6 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 6

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 1/Ps 1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues					
PO 4. Les productions forestières halieutiques, fauniques et apicoles sont accrues					
P8. Les terres/ biodiversité sont durablement gérées et les productions intensifiées	Superficies de terres dégradées récupérées	Ha	MHE	54833,59	82503
	Superficie de dunes fixées	Ha	MHE	9867	9872
	Nombre de plants forestiers produits	Nombre	MHE	6574723	10824341
	Superficies plantées/surfaces reboisées	Ha	MHE	28719	53515
	Superficies touchées par l'agroforesterie	Ha	MHE	Nd	625
	Longueur de bandes pare feu réalisés	km	MHE	16087,6	15685
	Superficie de parcours pastoraux nettoyés de plantes envahissantes	Nombre	MHE	2180,5	2118
	Surface Superficies des aires protégées pour préserver la biodiversité	Ha	MHE	8416240	9700000
	Superficie des forêts aménagées	Ha	MHE	945559,58	0
	Superficie des forêts classées aménagées	Ha	MHE	611428	608696
	Superficie de zones humides classées sites Ramsar aménagées	Ha	MHE	4302617	Nd
	Superficies de gommaraies plantées	ha	MHE		
	Superficie de zones humides classées sites Ramsar sous aménagement	Ha	MHE	0	0

1.7. PIP 7 : valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux

a) Objectif du PIP

Le PIP 7 correspond au SP09 de l'initiative. Il vise à améliorer la contribution du secteur à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et l'amélioration des revenus des ménages et à l'économie nationale.

Il s'agira de développer des filières d'exploitation des produits forestiers, notamment celles du bois-énergie autour des centres urbains, des fruits comestibles des régions de Dosso, Maradi et Tillabéri, des palmiers des oasis et cuvettes oasiennes d'Agadez, Zinder et Diffa, des Rôniers du sud de la région de Dosso, et du *Moringa oleifera* des zones humides.

Une attention sera également accordée aux autres formes de valorisation des écosystèmes et de la biodiversité telles que l'écotourisme, l'élevage non conventionnel (autruche, gazelle et autres animaux sauvages) et l'apiculture.

b) Contexte

La maîtrise d'ouvrage du PIP est assurée par le Ministère en charge de l'Environnement. Les autres administrations concernées sont celles en charge de : l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de la Technologie ; la Jeunesse, les sports et de la Culture; l'artisanat et du Tourisme ; l'Economie et des Finances (Gestion du Domaine par exemple) etc. Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable CNEDD).

Les autres acteurs clés de la gestion durable des terres sont: les producteurs ruraux (agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, etc.), les organisations des producteurs, les opérateurs privés, les autorités coutumières, les ONG et associations de développement, les commissions foncières, les collectivités territoriales, les institutions de formation et de recherche et les partenaires techniques et financiers. Le résultat attendu de ce PIP est le suivant « R1 : Les produits forestiers ligneux et non ligneux sont valorisés ».

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 7 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 7

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsabl e pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 1/Ps 1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues					
PO 4. Les productions forestières halieutiques, fauniques et apicoles sont accrues					
P9. Les produits forestiers, ligneux et non ligneux, sont valorisés	Nombre de visiteurs des aires protégées	Nombre	MHE	2333	?
	Nombre de filières de produits forestiers ligneux promues	Nombre	MHE	1	?
	Nombre de filières de produits forestiers non ligneux promues	Nombre	MHE	1	?
P10. Les réformes d'appui au développement des productions forestières sont apportées	Nombre de centres de formation et de recyclage des cadres forestiers créés	Nombre	MHE	0	0
	Nombre de réformes initiées en matière de production forestière	Nombre	MHE	0	0

1.8. PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits

a) Objectif du PIP

Le présent PIP 8 « Transformation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques » est proposé pour assurer l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires et agroalimentaires. Il correspond au Programme stratégique N°2 et aux SPO 11, 12 et 13 de l'Initiative 3N. Il est complémentaire aux actions prévues dans les PIP 1 à PIP 7. L'objet du présent PIP est de créer les conditions pour une mise en marché efficace des produits agricoles de base et des produits agro-alimentaires issus de la transformation artisanale ou industrielle. Il contribue à la création de revenus et d'emplois dans le secteur agricole.

Par mise en marché, il faut entendre, le stockage, le parage, la conservation, le conditionnement, la transformation, le transport, la vente et toutes les activités connexes y concourant telles que le marketing, l'appel aux services de contrôle ou de financement.

b) Contexte

L'amélioration de la mise en marché des produits agricoles et agroalimentaires impliquera à un degré ou un autre, les acteurs ci-après :

- Les administrations publiques : Ministères en charge du Commerce et de la promotion du secteur privé, du développement industriel et des Micro-entreprises de l'équipement et du transport, des Finances (Douanes et Impôts), des productions agro-sylvo-pastorales ;
- Les institutions de recherche ;
- Les systèmes d'information sur les marchés ;
- Les collectivités territoriales (communes et régions) ;

- Les opérateurs privés : organisations paysannes, associations de transformateurs, unités semi-artisanales de transformation, industries de l'agroalimentaire, commerçants, transporteurs ;
- Les partenaires : institutions de financement (banques, SFD, fonds), institutions régionales (UEMOA, CEDEAO), partenaires techniques et financiers.

Au total, quatre (4) résultats sont attendus de ce PIP notamment :

- R1 : La mise à niveau des unités de transformation existantes est assurée.
- R2 : De nouvelles unités de transformation sont créées
- R3 : Les marchés des produits agricoles et agroalimentaires sont opérationnels
- R4 : Le transport des produits agricoles et agroalimentaires est facilité

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 8 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 8

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 2/PS 2 : Les marchés ruraux et urbains sont régulièrement approvisionnés en produits agricoles et agroalimentaires					
PO 5. La production de denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) des produits locaux est augmentée					
P11. Les industries agroalimentaires existantes sont mises à niveau	Nombre d'industries agroalimentaires remises à niveau	Nombre	MC	?	?
	Nombre d'industries agroalimentaires créées	Nombre	MC		48
P12. Les nouvelles unités de transformation des produits agropastoraux sont créées	Nombre d'unités de transformation de produits agropastoraux créées	Nombre	MC	Nd	49
	Nombre de petites unités de conservation de produits agropastoraux créées	Nombre	MC	Nd	48 (moulins)
P13. Les marchés des produits agricoles et agroalimentaires sont opérationnels	Nombre de têtes de bétail abattues. Bovins	Nombre	MC	143 859	151 581
	Nombre de têtes de bétail abattues. Ovins	Nombre	MC	458 509	478 317
	Nombre de têtes de bétail abattues. Caprins	Nombre	MC	894 499	951 059
	Nombre de têtes de bétail abattues. Camelins	Nombre	MC	26 074	31 986
	Achat de céréales pour la reconstitution du stock national de sécurité	Tonne	MC	Nd	61000
	Nombre de banque aliments bétail construits	Nombre	MC	Nd	50
	Nombre de marchés à bétail construits	Nombre	MC	Nd	15
	Foires sur les produits agrosylvopastoraux organisées	Nombre	MC	1	1
	<i>Nombre de marchés céréaliers créés</i>	<i>Nombre</i>	<i>MC</i>	<i>?</i>	<i>?</i>
	<i>Nombre de marchés céréaliers réhabilités</i>	<i>Nombre</i>	<i>MC</i>	<i>?</i>	<i>?</i>
	<i>Nombre de comptoirs de produits agricoles et agroalimentaires de commercialisation réalisés</i>	<i>Nombre</i>	<i>MC</i>	<i>?</i>	<i>?</i>
	<i>Nombre de marchés à bétail réhabilités</i>	<i>Nombre</i>	<i>MC</i>	<i>?</i>	<i>?</i>
	<i>Nombre de comptoirs de produits forestiers non ligneux installés</i>	<i>Nombre</i>	<i>MC</i>	<i>?</i>	<i>?</i>

1.9. PIP 9 : Amélioration de la résilience des populations face aux crises alimentaires et catastrophes

a) Objectif du PIP

Le PIP 9 correspond au Programme stratégique N°3 de l'IN. Il a pour objet d'améliorer les capacités de prévention et de réponse des ménages, des communautés à la base et de l'Etat à mieux faire face aux situations d'insécurité alimentaire structurelle et de choc climatique ou écologique. Il s'agira à la fois de minimiser la vulnérabilité des ménages à l'insécurité et de mettre en place un système coordonné de prise en charge. Le PIP-9 cible les zones sujettes à l'insécurité alimentaire structurelle ou soumises à des chocs exceptionnels et les groupes sociaux les plus vulnérables produisant peu et le plus souvent exclus du marché. Les actions du PIP-9 sont complémentaires à celles des PIP 1 à 7 qui visent la résilience et l'adaptation des systèmes de production aux risques climatiques, écologiques et biologiques diverses. Elles sont aussi complémentaires des actions du PIP-8 qui visent l'amélioration des revenus des ménages ruraux et du PIP-10, dans les actions de prévention et de prise en charge des conséquences nutritionnelles de la vulnérabilité aux chocs multiples.

b) Contexte

La mise en œuvre du PIP 9 sera sous la responsabilité du DNPGCCA. Le Secrétariat permanent du Dispositif National assurera la coordination globale en rapportant au HC3N. Il sera chargé à cet effet de la mise en œuvre, du suivi et évaluation des activités prévues en collaboration avec les autres acteurs (PTF, ONG, organisations de producteurs, communes). Deux principaux résultats sont attendus à savoir :

R1 : Les mécanismes d'anticipation et de coordination des urgences sont améliorés

R2 : Les réponses apportées dans les situations de crises alimentaires et de catastrophes naturelles sont adéquates

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 9 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 9

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsabl e pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 3/Ps 3 : La résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes, est augmentée					
PO7. Les mécanismes d'anticipation et de coordination des urgences sont efficaces					
P15. Les crises alimentaires et catastrophes sont mieux prévenues	Mettre en place les unités de 'petit élevage familial' (Kit)	Kit	DNPGCCA	1847	1847
	Quantité d'aliment bétail approvisionnées	tonne	DNPGCCA	Nd	32137
	Nombre de structures communales de coordination des situations d'urgence (OSV/APC)	nombre	DNPGCCA		
	Nombre de banques céréalières créées	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre de banques céréalières réhabilitées	Nombre	DNPGCCA		
	Quantités de stock mises en place dans les magasins de warrantage	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre de kits d'animaux distribués (volaille)	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre de kits d'animaux distribués (petits ruminant)	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre de kits d'animaux distribués (Gros ruminant)	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre de ménages bénéficiaires de kits d'animaux distribués (volaille)	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre de ménages bénéficiaires de kits d'animaux distribués (petits ruminant)	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre de ménages bénéficiaires de kits d'animaux distribués (gros ruminants)	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre des Kits équipement d'irrigation mis en place sur petite irrigation	Nombre	DNPGCCA		
	Nombre des Kits de petits matériels agricoles mis en place sur cultures pluviales	Nombre	DNPGCCA		
PO 8. Les réponses apportées dans les situations de crises et de catastrophes sont adaptées					
P16. Les crises alimentaires et catastrophes sont prises en charge	Nombre total de ménages vulnérables	Nombre	DNPGCCA	5458817	2187872
	Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires de cash work	Nombre	DNPGCCA	Nd	7233
	Mise en place de kit d'élevage familial	Nombre	DNPGCCA	Nd	1847
	Quantité de céréales distribuée gratuitement	Tonne	DNPGCCA	33900	50939
	Quantité de céréales de vente à prix modéré	Tonne	DNPGCCA	47400	131427
	AGR/Transfert d'argent	F. CFA	DNPGCCA	40000000	38000000
	Appui à la campagne de cultures irriguées (céréales)	Tonne	DNPGCCA	Nd	344000
	Appui à la campagne de cultures pastorale (aliment bétail)	Tonne	DNPGCCA	Nd	21462
	Nombre de personnes vulnérables soutenues par le Food for work. Environnement	Nombre	DNPGCCA		7233
	Nombre d'emploi créés. Environnement	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre de ménages vulnérables bénéficiaire de cash transfert. Agriculture	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre de personnes vulnérables soutenues par le Food for work. Agriculture	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre d'emploi créés. Agriculture	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre de ménages vulnérables bénéficiaire de cash transfert. Elevage	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre d'emploi créés. Elevage	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre total de ménages vulnérables pris en charge	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre de bénéficiaires de distribution gratuite de céréales	Nombre	DNPGCCA	?	?
	Nombre de bénéficiaires de vente à prix modéré de céréales	Nombre	DNPGCCA	?	?

1.10. PIP 10 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériens

a) Objectif du PIP

Le PIP-10 correspond au Programme Stratégique N°4 et aux SPO 17 et 18 de l'I3N. Il est en lien avec les programmes sociaux du PDES et est complémentaire aux PIP 1 à 7 qui renforcent la résilience des systèmes de production et permettent aux producteurs d'accéder aux aliments et nutriments. Il est également complémentaire au PIP-8 qui vise l'augmentation de l'offre en nutriments pour tous les groupes de consommateurs, notamment les enfants de moins de 5 ans, les jeunes en âge de scolarisation, les femmes et les porteurs de maladies d'origine alimentaire.

Le PIP-10 vise à réduire l'incidence des différentes formes de malnutrition, notamment la malnutrition aiguë globale qui doit être abaissée de 14,8% en 2012 à moins de 10% en 2015 chez les enfants de 0 à 5 ans et de 19% à moins de 10% chez les femmes enceintes et allaitantes en 2015. Il s'agira également d'augmenter le taux de dépistage actif et la prise en charge de façon adéquate de 80% des enfants souffrant de sous-nutrition aigue modérée et sévère au Niger. Une attention sera également accordée à la nutrition adéquate des écoliers qui seront les futurs responsables de demain et à la surnutrition qui commence à devenir un problème de santé publique.

Pour ce faire, une approche multisectorielle sera développée pour permettre à la nutrition de tirer le meilleur profit des autres secteurs (agriculture, élevage, éducation, hydraulique,...).

b) Contexte

Le secteur public (Ministère de la Santé Publique, Ministère de l'Agriculture, Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, Ministère de l'Education, Ministère de l'Elevage, Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement), les Partenaires Techniques et Financiers y compris les bilatéraux et les multilatéraux, les ONGs (nationales et internationales), la société civile, le secteur privé seront fortement associés à la mise en œuvre et au suivi de ce PIP.

Deux principaux résultats sont attendus de ce PIP :

- R1. L'incidence des différentes formes de malnutrition est réduite.
- R2 : Les différentes formes de malnutrition aigüe sont bien prises en charge

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 10 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 10

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsabl e pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 4/Ps 4 : L'état nutritionnel des nigériennes et nigériens est amélioré					
PO9. La vulnérabilité à la malnutrition est réduite					
P17. L'incidence des différentes formes de malnutrition est réduite	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois, touchés par les interventions en micronutriments (Vitamine A, Déparasitage) dans les 6 derniers mois Vitamine A	Nombre	MSP	4 308 625	4 611 839
	Nombre de cas de carences en micronutriments observés Vitamine A (xérophtalmie)	Nombre	MSP	1599	Nd
	Nombre de CRENAM	Nombre	MSP	749	1062
P18. Les différentes formes de malnutrition aigüe sont prises en charge	Nombre de femmes de 15-49 ans ayant reçu pendant 90 jours ou plus, une supplémentation en fer durant leur grossesse	Nombre	MSP	760 381	Nd
	Nombre de CRENI/CRENAS	Nombre	MSP	869	902
	Nombre de cas de malnutrition aigüe pris en charge	Nombre	MSP	710 389	831 052
	Nombre d'admis dans les CRENIS récupérés	Nombre	MSP	41 591	46527
	Nombre d'admis dans les CRENAM	Nombre	MSP	411 031	462 306
	Nombre d'admis dans les CRENAM récupérés	Nombre	MSP	342 900	367 320
	Nombre d'admis dans les CRENI/CRENAS	Nombre	MSP	299 358	368 746

1.11. PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'I3N

a) Objectif du PIP

Le PIP 11 correspond au Programme stratégique 5 « Animation, coordination de l'I3N et impulsion des réformes ». Il a pour objet de créer les conditions de réussite dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'I3N, notamment sécuriser les investissements et permettre à chaque acteurs jouer pleinement son rôle.

b) Contexte

La mise en œuvre sera assurée par le HC3N. Les autres parties prenantes sont les ministères transversaux et techniques, les PTF les Institutions financières, les communes, le secteur privé, les OP, les ONG, l'INS et les autres systèmes d'information.

Cinq résultats majeurs sont attendus notamment :

- R1 : L'accès aux financements est facilité
- R2 : Les réformes et la cohérence des politiques sont impulsées
- R3 : Un système participatif de mobilisation et de responsabilisation des acteurs et parties prenantes est mis en place
- R4 : La gestion, la coordination sont assurées
- R5 : Le suivi et l'évaluation sont assurés

c) Matrice des indicateurs du PIP

Tableau 11 : Situation référentielle des indicateurs du PIP 11

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur 2011	Valeur 2012
Axe 5/Ps 5 : L'animation, la coordination de la SDA/C/SAN et l'impulsion des reformes sont assurées					
PO10. Les ressources financières sont mobilisées et l'impulsion nécessaire est donnée					
P19. L'accès aux financements est facilité	Montant global des projets dans le secteur agricole en exécution	FCFA	DMRC/HC3N	72 678 048 413	101 468 646 804
	Montant global des projets dans le secteur élevage en exécution	FCFA	DMRC/HC3N	5 870 068 317	11 754 629 748
	Montant global des projets dans le secteur environnement en exécution	FCFA	DMRC/HC3N	20 507 087 644	17 712 381 296
	Montant global des projets dans le secteur nutrition en exécution	FCFA	DMRC/HC3N	50 010 496	15 967 174
	Montant global des projets dans le secteur commerce en exécution (DNPGCA)	FCFA	DMRC/HC3N	Nd	130 937 735 763
	Montant global des financements par l'Etat	FCFA	DMRC/HC3N	37 934 715 336	29 876 399 967
	Montant global des financements par les PTF	FCFA	DMRC/HC3N	61 170 499 534	101 075 225 055
	<i>Nombre de projets dans le secteur environnement en exécution</i>	<i>Nombre</i>	DMRC/HC3N	12	12
	<i>Nombre de projets dans le secteur commerce en exécution</i>	<i>Nombre</i>	DMRC/HC3N	2	2
	<i>Nombre de projets dans le secteur nutrition en exécution</i>	<i>Nombre</i>	DMRC/HC3N	2	2
	<i>Nombre de projets dans le secteur élevage en exécution</i>	<i>Nombre</i>	DMRC/HC3N	4	4
	<i>Nombre de projets dans le secteur agricole en exécution</i>	<i>Nombre</i>	DMRC/HC3N	31	31
P20. Les reformes sont impulsées et mises en cohérence avec les politiques et stratégies	Nombre d'études réalisées	Nombre	UA/HC3N	1	3
	Nombre de textes de réformes institutionnelles, juridiques, financières élaborés	Nombre	UA/HC3N	0	0
PO10. Les acteurs sont mobilisés et responsabilisés					
P21. Un système participatif de mobilisation et de responsabilisation des acteurs et parties prenantes est mis en place	Nombres de communes et collectivités touchées par les sessions d'informations	Nombre	DMRC/HC3N	255	255
	Nombre de cadres recrutés, tous secteurs confondus	Nombre	DMRC/HC3N	Nd	861
	Nombre de PTF impliqués dans la mise en œuvre de l'Initiative	Nombre	DMRC/HC3N	21	21
	Nombre d'organes (dispositifs de gouvernance et d'opérationnalisation) mis en place	Nombre	UA/HC3N	0	0
	Nombre de réunions des organes du dispositif de gouvernance	Nombre	UA/HC3N	0	0
	Nombre de réunions des organes du dispositif opérationnel	Nombre	UA/HC3N	0	0
	Nombre de visites du site Web	Nombre	DMRC/HC3N	0	0
	Nombre de parution de journaux et/ou bulletins	Nombre	DMRC/HC3N	0	0
	Nombre de documentaires/reportages réalisés	Nombre	DMRC/HC3N	6	8
	Nombre de structure de la société civile (ONG) impliquée dans la mise en œuvre de l'Initiative	Nombre	DMRC/HC3N	?	
	Nombre d'organisations des producteurs impliquées dans la mise en œuvre de l'Initiative	Nombre	DMRC/HC3N	?	
PO11. La gouvernance, la coordination et le suivi-évaluation de l'Initiative sont assurés					
P22. La gestion et la coordination sont assurées	Nombre de réunions de coordination et de concertation avec les ministères et/ou les PTF	Nombre	DPEP/HC3N	7	10
	Nombre de cadres du HC3N dont les compétences sont renforcées (formation)	Nombre	DPEP/HC3N	0	1
P23. Le suivi et l'évaluation sont assurés	Nombre de rapports de suivi de l'exécution	Nombre	DSEC/HC3N	1	3
	Nombre d'outils d'appui aux acteurs de suivi évaluation élaborés	Nombre	DSEC/HC3N	0	5
	Nombre de rapports d'évaluation	Nombre	DSEC/HC3N	1	1

CHAPITRE 2 : EVALUATION REFERENTIELLE DES EFFETS SPECIFIQUES ATTENDUS

2.1. ES1 : Les productions sous irrigation sont accrues

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

On remarque déjà une tendance de l'amélioration des productions sous irrigation entre les valeurs référentielles de l'année 2011 et celles de 2012 pour pratiquement l'ensemble des spéculations concernées en dehors de la production de riz, de gombo et du piment qui présentent des contre productivité pour l'année 2012. Toutefois, c'est la production du piment qui présente le plus de contreperformance à une production 2012 trois fois moins importante que celle de l'année 2011.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 12 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 1

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsab le pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES1. Les productions sous irrigation sont accrues	Quantité de production irriguée de riz	Tonne	MAG	84691	59 838
	Quantité de production irriguée de blé	Tonne	MAG	1 291	3 114
	Quantité de production irriguée de maïs	Tonne	MAG	617	7 431
	Quantité de production irriguée d'oignon	Tonne	MAG	371 986	592 726
	Quantité de production irriguée de poivron	Tonne	MAG	110 485	237 121
	Quantité de production irriguée de manioc	Tonne	MAG	97 812	107 269
	Quantité de production irriguée de patate douce	Tonne	MAG	56 203	78 021
	Quantité de production irriguée de pomme de terre	Tonne	MAG	26 416	58 990
	Quantité de production irriguée de piment	Tonne	MAG	22 113	7 249
	Quantité de production irriguée de gombo	Tonne	MAG	7 921	3 447
	Quantité de production irriguée de la canne à sucre	Tonne	MAG	176 677	207 473
	Quantité de productions céréalières irriguées cumulées		MAG	956 212	1 362 679
	Quantité de productions maraîchères irriguées cumulées en équivalent céréalier	Tonne	MAG	169165,52	304294,84
	Quantité de productions fruitières irriguées cumulées en équivalent céréalier	Tonne	MAG	256401	37230,86
	Quantité de productions totales irriguées cumulées en équivalent céréalier	Tonne	MAG	169165,52	304294,84
	Quantité de production irriguée de sorgho	Tonne	MAG	0	0
	Quantité de production irriguée de mil	Tonne	MAG	0	0

2.2. ES2 : Les productions des cultures pluviales sont augmentées

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

L'année de référence la plus indiquée est probablement 2011 représentant la production enregistrés à la campagne hivernale 2010.

En effet, les valeurs de la production des cultures pluviales attribuées de l'année 2012 présentent des niveaux relativement peu communs car immanent de la campagne agricole déficitaire au Niger ayant occasionnée une crise alimentaire et nutritionnelle dans pratiquement l'ensemble des régions du pays. On remarque que pour toutes les spéculations, les valeurs référentielles 2012 sont drastiquement inférieures à celles de l'année précédente. Seule la quantité de productions maraîchères pluviales cumulées en équivalent céréalier présente une évolution positive de l'ordre de 56%.

De ce fait, la référence la plus justifiable est celles des valeurs attribuées à l'année 2011.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 13: Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 2

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES2. Les productions des cultures pluviales sont augmentées	Quantité de productions pluviales du mil	Tonne	MAG	3837525	2760917
	Quantité de productions pluviales du sorgho	Tonne	MAG	1301840	770322
	Quantité de productions pluviales du maïs	Tonne	MAG	9381	6366
	Quantité de productions pluviales du riz	Tonne	MAG	101358	84691
	Quantité de productions pluviales du niébé	Tonne	MAG	1773423	1568828
	Productions pluviales du souchet	Tonne	MAG	33322	24363
	Quantité de productions pluviales du sésame	Tonne	MAG	85694	54023
	Quantité de productions pluviales de l'arachide	Tonne	MAG	406245	395669
	Quantité de productions pluviales de voandzou	Tonne	MAG	27472	22098
	Quantité de productions pluviales du gombo	Tonne	MAG	45383	12419
	Quantité de productions céréalières pluviales cumulées	Tonne	MAG	4453828	3537605
	Quantité de productions maraîchères pluviales cumulées en équivalent céréalier	Tonne	MAG	871980	1360783
	Quantité de productions agricoles cumulées pluviales en équivalent céréalier	Tonne	MAG	12066090	9230935
	Productions cumulées agricoles (irriguées et pluviales) en équivalent céréalier	Tonne	MAG	16246377	12495428

2.3. ES3 : Les productions d'origine animales sont accrues

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

En ce qui concerne les productions d'origine animales, la situation référentielle des indicateurs présente une évolution positive entre les années 2011 et 2012 en dehors de la production de miel où on observe une baisse de 50% de la production cumulée annuelle.

Toutes les autres spéculations présente des augmentations sensibles variant entre 2% (Peaux des caprins et Peaux des ovins) et 23% (Quantités de viandes des camelins).

Toutefois, les valeurs référentielles à considérer peuvent être celle de l'année 2012 dans la mesure où l'adoption de la stratégie est intervenue en avril 2012. Cependant, les données de l'année 2011 peuvent aussi servir de base référentielle.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 14 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 3

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES3. Les productions d'origine animales sont accrues	Quantité de viande de bœuf	Tonne	MEL	37 320	39323
	Quantité de viande d'ovins	Tonne	MEL	13 719	14311
	Quantité de viande de caprins	Tonne	MEL	21 289	22635
	Quantités de viandes des camelins	Tonne	MEL	7 979	9788
	Lait de bovins	Litres	MEL	472 854	501225
	Lait d'ovins	Litres	MEL	120 226	124434
	Lait de caprins	Litres	MEL	277 860	288974
	Lait de camelins	Litres	MEL	96 806	98065
	Cuirs de bovins (Nbre)	Nbre	MEL	240 878	263873
	Peaux des ovins (Nbre)	Nbre	MEL	994 114	1009704
	Peaux des caprins (Nbre)	Nbre	MEL	1 703 732	1731422
	Quantité de miel produite	Litre	MEL	16640	8375
	Quantité de production de poisson piscicole contrôlée	Tonne	MEL	10239	10368

2.4. ES4 : Les productions forestières, fauniques, halieutiques et apicoles sont accrues

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

Les données référentielles pour l'année 2012 manquent pour presque l'ensemble des indicateurs de cet effet spécifique. Ce qui recommande de considérer les valeurs des indicateurs pour l'année 2011 comme référence.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 15 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 4

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES4. Les productions forestières, fauniques, halieutiques et apicoles sont accrues	Bois de chauffe (tonne)	Tonne	MHE	57 867,8	Nd
	Quantité de gomme arabique produite/commercialisée	Tonne	MHE	12 000	Nd
	Superficie forestière préservée par suite de la consommation de gaz butane	Ha	MHE	31 034	Nd
	Pourcentage des aires protégées pour préserver la biodiversité	%	MHE	6,6	12,29
	Taux d'aménagement forestier	%	MHE	21,48	21,48
	Quantité de feuilles de Moringa produites	Tonne	MHE	Nd	Nd

2.5. ES5 : La production de denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) des produits locaux est augmentée

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

Concernant l'effet spécifique « La production de denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) des produits locaux est augmentée », on constate que les valeurs référentielles disponibles concernent uniquement l'année 2011 qui en conséquence sont à considérer comme référence de base. Cependant, les données manquantes pour l'année 2012 doivent être recherchées par le Ministère du Commerce qui, logiquement, pourra les reconstituer si elles n'existent pas.

Cela est valable aussi pour la majeure partie des indicateurs qui ne disposent d'aucune référence.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 16 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 5

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES5. La production de denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) des produits locaux est augmentée	Valeur des importations des produits agrosylvopastoraux	Millions de FCFA	MC	25623	
	Valeur des exportations des produits agrosylvopastoraux	Millions de FCFA	MC	134508	Nd
	Part des produits agricoles sur les marchés (riz)	%	MC	20	Nd
	Part des produits agricoles sur les marchés (maïs)	%	MC	5	Nd
	Part des produits agricoles sur les marchés (mil)	%	MC	50	Nd
	Part des produits agricoles sur les marchés (sorgho)	%	MC	50	Nd
	Part des produits agricoles sur les marchés (niébé)	%	MC	90	Nd
	Part des produits agricoles sur les marchés (arachide)	%	MC	95	Nd
	Quantités de productions rizicoles transformées	Tonne	RINI	8150,0	Nd
	Quantité de productions agricoles transformées (produits maraîchers)	Tonne	MC	?	?
	Quantité de productions agricoles transformées (fruits)	Tonne	MC	?	?
	Quantité de productions animales transformées (viande)	Tonne	MC	?	?
	Quantité de productions animales transformées (lait)	Tonne	MC	?	?
	Quantité de productions animales transformées (œuf)	Tonne	MC	?	?
	Quantité de productions animales transformées (cuirs et peaux)	Tonne	MC	?	?
	Quantité de productions forestières non ligneuses transformées	Tonne	MC	?	?

2.6. ES6 : La production de denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) est disponible sur les marchés intérieurs et extérieurs

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

Les données présentées pour les indicateurs de cet effet spécifique présentent globalement des grandes améliorations entre 2011 et 2012 en dehors de certains indicateurs.

On constate également que les valeurs référentielles de 9 indicateurs ne sont pas connues pour l'année 2012. Ceci nous amène à recommander que soit considéré, comme références, les valeurs référentielles de l'année 2011.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 17 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 6

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES6. La production de denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) des produits locaux est augmentée	Prix au consommateur Riz imp	FCFA/Kg	MC	486	491
	Prix au consommateur Riz local	FCFA/Kg	MC	388	420
	Prix au consommateur Maïs	FCFA/Kg	MC	216	244
	Prix au consommateur Mil	FCFA/Kg	MC	191	259
	Prix au consommateur Sorgho	FCFA/Kg	MC	179	235
	Prix au consommateur Niébé toute variété	FCFA/Kg	MC	271	437
	Prix au consommateur Arachide décortiquée	FCFA/Kg	MC	590	649
	Prix au consommateur Oignon	FCFA/Kg	MC	429	358
	Prix au consommateur Poivron séchée	FCFA/Kg	MC	2 494	2 827
	Prix au consommateur Souchet gros rizhome	FCFA/Kg	MC	343	366
	Prix au consommateur Sésame	FCFA/Kg	MC	448	579
	Prix au consommateur Gomme	FCFA/Kg	MC	487	453
	Prix constant du secteur primaire (2006 année de base)	FCFA/Kg	MC	1011	1140
	Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire	Pourcentage	MC	15,1	25,5
	Incidence de l'insécurité alimentaire physique	Pourcentage	MC	25,5	35,1
ES6. La production de denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) est disponible sur les marchés intérieurs et extérieurs	Quantités de productions céréalières transformées exportées	Tonne	MC	93 972	93 972
	Valeur des quantités de productions céréalières transformées exportées	Milliards F CFA	MC	25,145	25,145
	Valeur des quantités de productions céréalières transformées importées	Milliards F CFA	MC	31,462	31,462
	Valeur des quantités de productions de gomme arabique transformées exportées	Milliards F CFA	MC	4	
	Quantités de productions fruitières exportées	Tonne	MC	5 704	6 038
	Quantités de productions fruitières importées	Tonne	MC	33 773	36 712
	Valeur des quantités de productions fruitières exportées	Millions de FCFA	MC	528	521
	Valeur des quantités de productions fruitières importées	Millions de FCFA	MC	2 438	2 643
	Quantités de productions de viande exportées	Millier Tonne ?	MC	2	22
	Quantités de productions de viande importées	??	MC	479	2 202
	Valeur des quantités de productions de viande exportées	Millions de FCFA	MC	1	6
	Valeur des quantités de productions de viande importées	Millions de FCFA	MC	109	323
	Quantités d'animaux vivants exportées	Têtes	INS	50 199	47 481
	Quantités d'animaux vivants importées	Têtes	INS	4	31
	Valeur des quantités d'animaux vivants exportées	Millions de FCFA	INS	19 797	17 868
	Valeur des quantités d'animaux vivants importées	Millions de FCFA	INS	24	8
	Quantités de productions de lait exportées	??	MC	3	108
	Quantités de productions de lait importées	??	MC	11 390	16 036
	Valeur des quantités de productions de lait exportées	Millions de FCFA	MC	1	35
	Valeur des quantités de productions de lait importées	Millions de FCFA	MC	15 678	19 352
	Quantités de productions de gomme arabique exportées	??	MC	22	4
	Quantités de productions de gomme arabique importées	??	MC	354	284
	Valeur des quantités de productions de gomme arabique exportées	Millions de FCFA	MC	4	4
	Valeur des quantités de productions de gomme arabique transformées importées	Millions de FCFA	MC	607	1 508
	Quantité de productions agricoles locales exportées en tonnes	??	MC	93 972	?
	Valeur des exportations des produits agricoles	Millions CFA	MC	25 145	?
	Valeur des importations des produits agricoles	Millions CFA	MC	31 462	?
	Quantité de productions animales exportées	Tonne	MC	50 820	?
	Valeur des exportations des produits	Millions CFA	MC	19 997	?
	Valeur des importations des produits agricoles locaux (céréales)	Millions CFA	MC	31 462	?
	Quantité de productions forestières locales exportées (gomme arabique)	Tonne	MC	22	?
	Valeur des exportations des produits forestiers	Millions CFA	MC	4 000	?

2.7. ES7 : Les mécanismes d'anticipation et de coordination des urgences sont efficaces

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

Les valeurs référentielles de l'année 2011 restent à rechercher. Les références de l'année 2012 sont à considérer surtout que les mécanismes d'anticipation et de coordination des urgences ont été particulièrement différents en 2011 du fait de la mauvaise campagne hivernale.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 18 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 7

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES7. Les mécanismes d'anticipation et de coordination des urgences sont efficaces	Nombre de villages déficitaires en fin de campagne agricole	Nombre	DNPGCCA	6981	2157
	Volume du stock national de réserve d'aliment bétail constitué	Tonnes	DNPGCCA		6705,5
	Volume du stock national céréalier de sécurité constitué (SNS)	Tonnes	DNPGCCA		45 900
	Indice des stratégies de survies ?	Pourcentage	DNPGCCA		
	Proportion des communes dotées des dispositifs d'observatoires de suivi de la vulnérabilité	Pourcentage	DNPGCCA		

2.8. ES8 : Les réponses apportées dans les situations de crises et de catastrophes sont adaptées

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

Pour les trois indicateurs de cet effet spécifique, seul un a été renseigné. Les données manquent au niveau du SAP sur la question. Pour l'indicateur renseigné (Pourcentage des personnes affectées par les crises alimentaires bénéficiant des mesures d'atténuation), on observe une nette amélioration.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 19: Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 8

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES8. Les réponses apportées dans les situations de crises et de catastrophes sont adaptées	Pourcentage de ménages victimes de catastrophes pris en charge	%	DNPGCCA	?	?
	Pourcentage des personnes affectées par les crises alimentaires bénéficiant des mesures d'atténuation	%	DNPGCCA	68%	85%
	Taux des hommes et des femmes vulnérables rendus résilients (ménages dont la durée du stock alimentaire couvre plus de deux mois en période de soudure)	%	DNPGCCA	??	?

2.9. ES9 : La vulnérabilité à la malnutrition est réduite

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

L'année 2011 est totalement renseignée pour l'ensemble des indicateurs de cet effet spécifique qui concerne la vulnérabilité à la malnutrition. Pour les rares indicateurs renseignés au titre de l'année 2012, on constate des contres performances notamment pour le pourcentage des enfants dormant sous moustiquaires imprégnées qui a chuté de 83% en 2011 à seulement 20,1% en 2012. Le taux d'allaitement exclusif a également chuté.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 20 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 9

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES9. La vulnérabilité à la malnutrition est réduite	% des enfants dormant sous moustiquaire imprégnées	%	MSP	83%	20,1
	% des personnes se lavant les mains pendant les 5 moments critiques	%	MSP	12,70%	Nd
	% des enfants de 6-23 mois ayant bénéficié d'une alimentation de complément	%	MSP	64,9%	65%
	% des ménages disposant de sel iode	%	MSP	32%	Nd
	% des ménages/enfants de 6-59 mois utilisant la thérapie de réhydratation orale en cas de diarrhée	%	MSP	35,7%	47,4%
	Taux d'allaitement exclusif	%	MSP	26,9	23%
	Prévalence de la sous nutrition des enfants de 6 à 59 mois	%	MSP	12,3	Nd
	Prévalence de la sous nutrition sévère des enfants de 6 à 59 mois	%	MSP	1,9	?
	Prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans	%	MSP	38,5	36,4
	Prévalence de l'insuffisance pondérale sévère des enfants de moins de 5 ans	%	MSP	11,8	?
	Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable	%	MSP	62,5	63,4

2.10. ES10 : Les ressources financières sont mobilisées et l'impulsion nécessaire est donnée

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

Les données référentielles manquent pour l'année 2011 pour l'un des indicateurs. Par contre les informations sont complètes pour l'année 2012. On remarque une amélioration de 3,8% du taux d'exécution des financements par l'Etat qui passe de 75,13% en 2011 à 79,93% en 2012.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 21 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 10

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES10. Les ressources financières sont mobilisées et l'impulsion nécessaire est donnée	Taux d'exécution des financements par l'Etat	%	HC3N	75,13%	79,93%
	Taux d'exécution des financements par les PTF	%	HC3N	Nd	30%
	Niveaux financiers du FISAN	FCFA	HC3N	0	0

2.11. ES11 : Les acteurs et actrices sont mobilisés et responsabilisés

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

L'initiative étant adoptée seulement en avril 2012, l'année 2011 ne peut servir de référence pour les aspects de gouvernance, de coordination et suivi-évaluation de l'initiative elle-même. Aussi, cet effet spécifique ne peut être considéré qu'en terme d'appréciation de l'évolution des avancées enregistrées au cours de la mise en œuvre de l'initiative sans vouloir en faire des comparaisons avec des valeurs de référence à un temps "t" antérieur à son adoption.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 22 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 11

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsab le pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES11. Les acteurs et actrices sont mobilisés et responsabilisés	Nombre de communes mobilisées bénéficiant des actions de l'I3N	Nombre	HC3N	NA	?
	Nombre des PTF mobilisés dans le financement des actions de l'I3N	Nombre	HC3N	NA	?
	Nombre des ONG mobilisés dans le financement et/ou l'exécution des actions de l'I3N	Nombre	HC3N	NA	?
	Nombre des OP mobilisés, bénéficiaires des actions de l'Initiative 3N	Nombre	HC3N	NA	?
	Disponibilité du rapport annuel de mise en œuvre de l'initiative	Oui/Non	HC3N	NA	1

NA : Non approprié car l'Initiative n'existait pas.

2.12. ES12 : La gouvernance, la coordination et le suivi-évaluation de l'Initiative sont assurés

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet spécifique

Appréciation identique que pour l'effet spécifique 11. L'initiative étant adoptée seulement en avril 2012, l'année 2011 ne peut servir de référence pour les aspects de gouvernance, de coordination et suivi-évaluation de l'initiative elle-même. Aussi, cet effet spécifique ne peut être considéré

qu'en terme d'appréciation de l'évolution des avancées enregistrées au cours de la mise en œuvre de l'initiative sans vouloir en faire des comparaisons avec des valeurs de référence à un temps "t" antérieur à son adoption.

b) Matrice des indicateurs de l'effet spécifique

Tableau 23 : Situation référentielle des indicateurs de l'effet spécifique 12

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs de performances	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
ES12.La gouvernance, la coordination et le suivi-évaluation de l'Initiative sont assurés	Nombre de rencontres des organes (dispositifs de gouvernance et d'opérationnalisation) mis en place	Nombre	HC3N	NA	?
	Taux de couverture des communes en cadres de développement rural	%	HC3N	NA	?
	Nombre de réformes réalisées	Nombre	HC3N	NA	?

NA : Non approprié car l'Initiative n'existait pas.

CHAPITRE 3 : EVALUATION REFERENTIELLE DES EFFETS GLOBAUX ATTENDUS

3.1. EG01 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet global

Les données manquent pour certains des indicateurs pour l'année 2012 et pratiquement pour l'ensemble de ces indicateurs au titre de l'année 2011. Pour apprécier l'évolution de la situation, il est indispensable que les données de base sur les quantités au titre de l'année 2010 soient disponible afin de ressortir les taux d'accroissement pour l'année 2011. Un effort supplémentaire reste à mener pour ce faire par les DEP des ministères de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique & Environnement.

b) Matrice des indicateurs de l'effet global

Tableau 24 : Situation référentielle des indicateurs des effets globaux de l'I3N

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs d'impacts	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
1. Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues	Taux d'accroissement des quantités de productions totales irriguées en équivalent céréalier	%	MAG	Nd	80%
	Taux d'accroissement des quantités de productions agricoles cumulées pluviales en équivalent céréalier	%	MAG	Nd	-21%
	Taux d'accroissement des productions cumulées agricoles (irriguées et pluviales) en équivalent céréalier	%	MAG	Nd	-23%
	Taux d'accroissement du cheptel national	%	MEL	Nd	
	Taux d'accroissement des nombres de têtes de bétail dans des fermes modernes d'élevage (gros ruminants)	%	MEL	Nd	Nd
	Taux d'accroissement des quantités de production de la viande	%	MEL	Nd	23%
	Taux d'accroissement des quantités de production du lait	%	MEL	Nd	5%
	Taux d'accroissement des quantités de production de cuirs et peaux	%	MEL	Nd	2%
	Taux d'accroissement des quantités de production de la volaille	%	MEL	Nd	Nd
	Taux d'accroissement des quantités de production des œufs	%	MEL	Nd	Nd
	Taux d'accroissement des quantités de production forestière ligneuse potentielle par suite de plantation	%	MHE	Nd	Nd
	Taux d'accroissement des quantités de gomme arabique produite/commercialisée	%	MHE	Nd	Nd
	Taux d'accroissement des quantités de production de poisson piscicole contrôlée	%	MHE	Nd	1,3%
	Taux d'accroissement des quantités de miel produites	%	MHE	Nd	-49,7%
	Bilans céréaliers	Tonnes	MAG		970462
	Bilan fourragers	Tonnes	MEL	-16137329	1767889
	Taux d'accroissement des quantités de feuilles de Moringa produites	%	MHE	Nd	?

3.2. EG02 : Les marchés ruraux et urbains sont régulièrement approvisionnés en produits agricoles et agroalimentaires

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet global

Aucune donnée n'a été trouvée pour renseigner les indicateurs de cet effet global qui vise l'approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires. Il s'avère nécessaire de rechercher/reconstituer les données de l'année 2010 pour pouvoir apprécier l'évolution 2011 ainsi que les données 2012 pour en déduire l'évolution enregistrée dans l'année.

b) Matrice des indicateurs de l'effet global

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs d'impacts	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
2. Les marchés ruraux et urbains sont régulièrement approvisionnés en produits agricoles et agroalimentaires	Quantités des Importations et des aides alimentaires	Tonnes	MC		478055
	Evolution de la Part des produits agricoles sur les marchés (riz)	%	MC		Nd
	Evolution de la Part des produits agricoles sur les marchés (maïs)	%	MC		Nd
	Evolution de la Part des produits agricoles sur les marchés (mil)	%	MC		Nd
	Evolution de la Part des produits agricoles sur les marchés (sorgho)	%	MC		Nd
	Evolution de la Part des produits agricoles sur les marchés (niébé)	%	MC		Nd

3.3. EG03 : La résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes, est augmentée

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet global

Les données référentielles de l'année 2011 sont complètes. Par contre, elles ne sont pas disponibles pour l'année 2012 pour trois des quatre indicateurs de cet effet global.

b) Matrice des indicateurs de l'effet global

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs d'impacts	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
3. La résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes, est augmentée	Proportion de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire (modéré)	%	DNPGCCA	26,4	?
	Proportion de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire (sévère)	%	DNPGCCA	8,5	?
	Proportion de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire (à risque)	%	DNPGCCA	23,1	?
	Stock national final ?	Tonnes	DNPGCCA	1250000	195000

3.4. EG04 : La vulnérabilité à la malnutrition est réduite

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet global

Les données référentielles de cet effet global manquent pour l'année 2011 mais disponibles pour l'année 2012. Ce qui ne permet pas d'émettre des appréciations sur l'évolution des valeurs référentielles.

b) Matrice des indicateurs de l'effet global

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs d'impacts	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
4. La vulnérabilité à la malnutrition est réduite	Taux de réduction (accroissement) de la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6-59 mois	Pourcentage	SNIS/DS/MSP	?	-5%
	Taux de réduction (accroissement) de la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6-59 mois	Pourcentage	SNIS/DS/MSP	?	2,50%
	Taux de réduction (accroissement) de la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de 6 à 59 mois	Pourcentage	SNIS/DS/MSP	?	-5%
	Taux de malnutrition chronique	Pourcentage	MSP	?	48,1 %
	Taux de malnutrition aigüe	Pourcentage	MSP	?	16,7%

3.5. EG05 : L'animation, la coordination de la SDA/C/SAN et l'impulsion des reformes sont assurées

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'effet global

b) Matrice des indicateurs de l'effet global

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs d'impacts	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
5. L'animation, la coordination de la SDA/C/SAN et l'impulsion des reformes sont assurées	Part du budget national affecté au secteur rural	%	HC3N	Nd	Nd
	Taux d'exécution financière de la stratégie	%	HC3N	Nd	Nd
	Taux d'exécution technique de la stratégie	%	HC3N	Nd	Nd

CHAPITRE 4 : EVALUATION REFERENTIELLE DES OBJECTIFS DE LA STRATEGIE I3N

4.1. OS0 : Renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l'objectif spécifique

Les indicateurs de l'objectif spécifique de la stratégie démontrent une performance notable entre les données de l'année référentielle 2011 et celles de l'année 2012. En effet, tous les cinq indicateurs présentent des valeurs en progression positive.

Le Taux de croissance du secteur primaire en terme nominale qui présentait un niveau négatif en 2011 par rapport à 2010 a connu une croissance positive de 14,11%. Il en a été de même pour le Taux de croissance du secteur primaire en terme réel qui a également croisé de 12,80% alors que sa croissance entre 2010 et 2011 était de moins 3%.

b) Matrice des indicateurs de l'objectif spécifique

Tableau 25 : Situation référentielle des indicateurs de l'objectif spécifique de l'I3N

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs d'impacts	Unité de mesure ou d'appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
Objectif spécifique : Renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles	Taux de croissance réel des revenus moyens des ménages	%	INS	2,3%	10,8%
	Taux de croissance du secteur primaire en terme nominale (agriculture, élevage, forêts, pêche)	Pourcentage	INS	-0,13	14,11
	Taux de croissance du secteur primaire en terme réel (agriculture, élevage, forêts, pêche)	Pourcentage	INS	-3,00	12,80
	Part du revenu agricole dans le revenu total du ménage		INS	38,7	40,1
	Taux de croissance du revenu agricole par ménage		INS	2,3	10,8

4.2. OG0 : Contribuer à mettre durablement les Nigériens (nes) à l’abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d’une pleine participation à la production nationale et à l’amélioration de leurs revenus

a) Appréciation des valeurs de référence des indicateurs de l’objectif global

Les données référentielles de l’objectif global de l’Initiative d’amélioration de la situation entre les deux années considérées avec des progressions significatives des valeurs ajoutées nominales du secteur primaire pris dans son ensemble et des sous-secteurs notamment l’agriculture, l’élevage, la foresterie et la pêche.

b) Matrice des indicateurs de l’objectif global

Tableau 26 : Situation référentielle des indicateurs de l’objectif global de l’I3N

Résumé	Indicateurs Objectivement Vérifiables Indicateurs d’impacts	Unité de mesure ou d’appréciation	Responsable pour la collecte de base	Valeur de référence 2011	Valeur 2012
Objectif global : Contribuer à mettre durablement les Nigériens (nes) à l’abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d’une pleine participation à la production nationale et à l’amélioration de leurs revenus	Valeur ajoutée nominale du secteur primaire (agriculture, élevage, forêts, pêche);	CFA	INS	1 156 805	1 320 036
	Valeur ajoutée nominale du secteur de l’Agriculture agricole	Millions FCFA	INS	706 339	850 482
	Valeur ajoutée nominale du secteur de l’élevage	Millions FCFA	INS	316 004	329 127
	Valeur ajoutée nominale du secteur forestier	Millions FCFA	INS	70 374	72 672
	Valeur ajoutée nominale du secteur de la pêche	Millions FCFA	INS	64 088	67 755

CONCLUSION

Les efforts de collecte des données pour renseigner les valeurs référentielles des années 2011 et 2012 ont permis de recueillir une masse importante d'information. Cependant, l'on constate une faiblesse dans la disponibilité de certaines données liés à des indicateurs sectoriels qui, semble-t-il, ne sont pas régulièrement collectés dans le circuit actuel de l'administration.

On remarque également que plusieurs indicateurs, qui paraissent être maîtrisés par les sectoriels ne sont pas considérés dans la matrice des indicateurs de l'initiative. Ce qui nous suggère à recommander, une concertation entre le Département suivi-évaluation de l'I3N et les différents services en charge de la gestion de l'information dans les structures partenaires, afin de convenir à la validation des indicateurs et leurs remplacements au besoin par ceux maîtrisés et renseignés par ces partenaires.

Par ailleurs, le dispositif de suivi-évaluation de l'Initiative devra également fournir des informations régulières pour l'appréciation de l'état de mise en œuvre du PDES. A ce niveau, nous constatons que certains indicateurs notés dans le PDES ne figurent pas dans ceux des effets globaux et des objectifs de l'initiative (surtout en termes de formulation). Il est ainsi nécessaire de procéder à une mise en cohérence des deux niveaux pour plus d'harmonie et garantir ainsi une contribution significative de l'I3N dans le suivi-évaluation du PDES. Et dans ce sens, il importe d'engager aussi un dialogue entre le Haut-Commissariat de l'I3N et le Secrétariat Permanent du PDES pour dégager les axes pratiques de concertations et de collaboration dans la collecte et la gestion des informations nécessaires pour le pilotage stratégique des deux instruments. Il est ainsi nécessaire de convenir des possibilités de cofinancement de la mise en œuvre de processus conjoints d'évaluation, d'étude ou d'enquêtes sur les indicateurs partagés.

La faible disponibilité des données au sein des ministères et autres institutions est liée aussi à la faiblesse des moyens d'actions de ces partenaires tant en terme de capacités techniques que logistiques.

Pour ce faire, nous recommandons des séances de renforcement de capacités à travers notamment :

- La formation des différents acteurs sur le dispositif de suivi-évaluation de l'initiative et les principes et logiques des systèmes de suivi-évaluation.
- La formation en technique de gestion et d'analyse des données pour que ces acteurs soient capables de répondre de manière efficace aux sollicitations du Haut-commissariat en matière de fourniture de données et informations.
- Le lobbying pour l'équipement des structures en charge du suivi-évaluation en matériel adéquat pour assurer leurs mandats.
- Le lobbying pour la fourniture d'un accès internet permanent aux structures en charge du suivi-évaluation au sein des institutions partenaires.

Nous recommandons aussi que le Département suivi-évaluation se dote d'une groupe d'experts issus des différentes parties-prenantes pour servir de groupe mobilisable à tout moment aux réflexions et travaux qu'engagerait le Département.